**CONVENTION DE STAGE ALTERNÉ**

**2024**

Convention d’alternance école/entreprise fondée sur la législation relative à la convention de

stage liant l’entreprise, le stagiaire et l’école.

**ENTRE LES SOUSSIGNES,**

**L’école IPSSI, IP-Formation,** représentée par Le Chef d’Etablissement et Gérant : Monsieur Charif HACHEM dont le siège social est situé : 25 rue Claude Tillier– 75 012 PARIS, Immatriculée à l’URSSAF sous le numéro 9201829193810004521, Immatriculée au Rectorat de Paris sous le n° 0922614S

Ci dénommée **l’école**,

D’une part,

**La société :**  EXPERT SYSTEM’

Siret : 82888686100024

Adresse : 5 Rue Camille Du Gast 92390 Villeneuve-La-Garenne

Tel : 01 83 90 12 45

Représentée par :   M . Dabachil Omar

Email : contact@expertsysteme.fr

Tél : 0658750625

Ci dénommée **l’entreprise**.

D’autre part,

ET,

M. (Prénom, Nom) AOUGHANE Mouad

Néé le : 20/03/2000

Lieu de naissance : Maroc

Résident au : 11 rue de l’aurore Saint Germain-En-Laye 78100 FRANCE

Ci dénommé **le stagiaire**,

Inscrit (e) à IPSSI, IP-Formation pour y suivre le cursus Bachelor 3 – Développement fullstack, apps & devOps

Ci dénommée **la filière**.

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

**ARTICLE 1 : Modalités générales**

Le stage est obligatoire pour les étudiants d’IP Formation et fait partie intégrante de la formation prévue par le règlement de l’école. Chaque stage se déroule pendant toute la durée des études sous la forme d’une alternance de période de formation théorique à IP Formation et de périodes de stage pratique en entreprise.

Cette alternance répond à un certain nombre d’objectifs généraux cités notamment à l’article 2.

La convention de formation en alternance est conclue conformément aux dispositions légales et réglementaires parues au Bulletin Officiel du Ministère de l’Education Nationale N°24 de 1959 actualisées par différentes lois, décrets et lettres ministérielles.

**ARTICLE 2 : Objectifs de la présente convention**

Le stage contractuellement matérialisé par la présente convention, a plusieurs objectifs :

* Mettre en application en entreprise les connaissances théoriques acquises à IP Formation
* Acquérir une expérience professionnelle intégrant la connaissance du monde de l’entreprise
* Acquérir les compétences et les techniques professionnelles
* Conforter ses choix d’orientation et concrétiser son projet professionnel
* Découvrir si possible le fonctionnement du mode projet, élément fondamental de la pédagogie d’IP Formation et /ou être intégré à une équipe projet.

**ARTICLE 3 : Objet du stage**

L’entreprise s’engage à confier des tâches et des missions en rapport avec l’enseignement dispensé et la finalité de la filière.

Descriptif du stage : ***Noter le poste et les missions du stagiaire***

Stagiaire Développeur Full Stack  
  
Le développement d’un module complet, du backend au frontend en passant par l'API, tout en participant aux réunions pour analyser les besoins et trouver des solutions techniques avec l'équipe.

**ARTICLE 4 : Durée de la convention, horaire**

**Durée** :

* La durée du stage en entreprise doit être d’une durée minimale de 8 semaines
* La présente convention prend effet **à partir du 17/06/2024** et **prendra fin le 12/08/2024** soit **8 semaines en entreprise**
* **Horaire :**   
  Durant son stage en entreprise, la présence du stagiaire sera effective selon l’horaire de l’entreprise sur la base de 35 heures par semaine.
* L’entreprise remettra au stagiaire, dès son arrivée, les horaires fixés par l’entreprise.

Le repos hebdomadaire du stagiaire doit avoir une durée minimale de deux jours, si possible consécutifs (la période minimale de repos hebdomadaire doit comprendre le dimanche).

Pour chaque période de vingt-quatre heures, le stagiaire doit bénéficier d'une période minimale de repos fixée à douze heures consécutives.

Au-delà de quatre heures et demie de présence quotidienne, le stagiaire doit bénéficier d'une pause d'au moins trente minutes, si possible consécutives.

L'horaire journalier ne peut prévoir la présence du stagiaire sur son lieu de stage avant six heures du matin et après vingt-deux heures le soir.

**ARTICLE 5 : Rythme d’alternance**

Le rythme d’alternance choisi est spécifié sur le calendrier de l’alternance joint.

L’Etudiant est soumis à l’assiduité aux cours et au respect des jours de présence en entreprise.

**ARTICLE 6 : Accompagnement et suivi pédagogique**

L’élaboration et le suivi de la formation en Entreprise sont assurés par le maître de stage nommé par l’entreprise en collaboration avec la direction pédagogique de l’école.

Le maître de stage et l’école se tiendront mutuellement informés de la progression du stagiaire comme des difficultés qui pourraient naître de l'application de la présente convention, et prendront, d'un commun accord et en liaison avec l'équipe pédagogique, les dispositions propres à les résoudre, notamment en cas de manquement à la discipline.

En fin de stage, l’entreprise remettra au stagiaire un certificat indiquant la nature et la durée du stage effectué.

L’école demandera au représentant de l’entreprise son appréciation sur le travail du stagiaire, à travers un document écrit, à remettre à l’école en fin de stage.

**ARTICLE 7 : Statut du stagiaire**

Le stagiaire demeure, durant son stage en entreprise, sous statut étudiant et à ce titre il doit cotiser à la sécurité sociale étudiante. Il reste sous l’autorité et la responsabilité du chef d’établissement.

Il ne doit pas être pris en compte dans l’appréciation de l’effectif de l’entreprise et ne peut participer à aucune élection professionnelle.

Il est soumis aux règles générales en vigueur dans l'entreprise, notamment en matière de sécurité, d'horaires et de discipline, sous réserve des dispositions de l'article IV de la présente convention.

Le stagiaire n’est lié par aucun contrat de travail avec l’entreprise qui l’accueille.

**ARTICLE 8 : Protection sociale / Accidents du travail**

Le stagiaire n’ayant pas la qualité de salarié de l’entreprise, conserve sa protection sociale dans le cadre de l’assurance maladie dont il est bénéficiaire à titre personnel ou en qualité d’ayant droit de parents ou de conjoint.

Par ailleurs, il est aussi bénéficiaire de la législation sur les Accidents du Travail en application de l’article 412.8 paragraphe 2, du nouveau code de la Sécurité Sociale tant pour l’accident en entreprise que pour le trajet aller et retour, en France et à l’étranger. En cas d’accident survenant au stagiaire, soit au cours du travail, soit au cours du trajet, le chef d'entreprise établit une déclaration d'accident comme pour un salarié et l'envoie immédiatement à l’école chargée de la contresigner et de la transmettre, dans les quarante-huit heures, à la caisse d'assurance maladie du siège de l'établissement. Le stagiaire reçoit aussitôt les feuilles d'accident nécessaires, lui donnant accès à la gratuité des soins médicaux et annexes, comme pour un salarié.

**ARTICLE 9 : Assurances**

Le chef d'entreprise prend les dispositions nécessaires pour garantir sa responsabilité civile chaque fois qu'elle sera engagée :

* soit en souscrivant une assurance particulière garantissant sa responsabilité civile en cas de faute imputable à l'entreprise à l'égard du stagiaire,
* soit en ajoutant à son contrat déjà souscrit "responsabilité civile entreprise" ou "responsabilité civile professionnelle" un avenant relatif au stagiaire.

Le chef d'établissement contracte une assurance couvrant la responsabilité civile du stagiaire pour les dommages qu'il pourrait causer pendant la durée ou à l'occasion de son stage dans l'entreprise.

Le stagiaire aura obligatoirement souscrit une assurance couvrant sa responsabilité civile auprès de l’organisme d’assurance de son choix

**ARTICLE 10 : Indemnité de stage**

Le stage ne peut être considéré comme une période d'activité salariée.  
Les stages d’une durée supérieure de deux mois consécutifs doivent obligatoirement être rémunérés.  
Ce montant peut être fixé soit par la convention de branche ou l’accord professionnel étendu ou à défaut par décret.

Le décret n°2008-96 du 31 janvier 2008 prévoit que les stages excédant une durée de 2 mois doivent être rémunérés : le montant horaire de la gratification est fixé à 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale et ce dès le 1er jour de stage. La gratification est versée mensuellement au stagiaire.

Franchise :

*Les sommes versées aux stagiaires ne donnent pas lieu à assujettissement dans la limite de 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale par heure de stage effectuée.*

*Lorsque la gratification mensuelle du stagiaire est inférieure ou égale à la franchise de cotisations, aucune cotisation et aucune contribution de sécurité sociale n’est due, ni par l’entreprise d’accueil, ni par le stagiaire (la CSG et CRDS ne sont pas dues dans ce cas). S’agissant des gratifications supérieures à ce seuil, les cotisations et contributions de sécurité sociale sont calculées sur le différentiel entre le montant de la gratification et 12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale, soit jusqu’à 577, 50€ euros nets, l’entreprise bénéficie de la franchise.*

**ARTICLE 11 : Rémunération et frais de formation**

L’entreprise s’engage à verser au stagiaire dans le cadre de la présente convention une gratification mensuelle de **€**.

L’entreprise doit rembourser sur justificatifs le stagiaire des divers frais professionnels nécessaires à l’accomplissement de son activité au sein de l’entreprise.

Par ailleurs, elle peut inclure les frais entraînés par le stage en entreprise à savoir notamment les frais de déplacement et de repas.

**Article 12 ‑ Rapport de Stage / Mémoire de Fin d’études**

A l'issue de sa formation, le stagiaire remettra à la direction de l’établissement un mémoire de stage préalablement validé par le représentant légal de l’entreprise.

## Article 13 ‑ Confidentialité et Propriété Industrielle

Le stagiaire est soumis à **l’obligation absolue du secret professionnel.** En particulier, il ne pourra transmettre à aucun tiers, et sous quelque forme que ce soit, sans l’accord préalable écrit du représentant de l’entreprise, les savoir-faire, documents, résultats d’études, dossiers, logiciels, maquettes, procédures d’accès qu’il sera amené à élaborer ou dont il prendrait connaissance dans le cadre de l’exécution de son stage.

Le mémoire, une fois approuvé par le représentant de l’entreprise, sera considéré comme propriété du stagiaire et ne sera pas soumis aux règles ci-dessus. Si le rapport de stage contient des informations confidentielles, celles-ci seront regroupées dans une annexe détachable, qui sera seule soumise à l’obligation de confidentialité.

De même toute publication dans une revue scientifique ou technique ou tout autre publication à caractère non confidentiel, faite après accord préalable du représentant de l’entreprise pourra être diffusée sans restriction par le stagiaire.

La propriété industrielle des résultats (brevetables ou non) des études auxquelles le stagiaire participera, au cours de son stage, revient de plein droit à l’entreprise qui en a la libre disposition.

Le dépôt éventuel d’un ou plusieurs brevets, liés aux dispositifs mis au point par le stagiaire au cours de son stage, sera effectué par les services compétents, au nom et aux frais de l’entreprise.

Le nom de l’inventeur sera mentionné sur la demande du brevet et la rémunération correspondante sera versée audit inventeur suivant les règles en vigueur dans l’entreprise.

**ARTICLE 14 : Rupture de la convention de stage**

La convention n’est pas soumise à la législation du code du travail. Notamment, la rupture de cette convention n’obéit pas aux règles du licenciement et n’ouvre droit à aucune indemnité légale.

Une rupture amiable est toujours possible. En cas de difficulté, l’école invite l'entreprise à prendre immédiatement contact, par courrier recommandé avec accusé de réception, afin d'aménager des conditions de rupture aussi peu pénalisantes que possible, tant pour l'entreprise que pour le stagiaire.

En cas de manquement à la discipline de l’entreprise par le stagiaire, le chef de l’entreprise a le droit de mettre fin à la convention après en avoir informé le responsable pédagogique de l’école et le stagiaire concerné par lettre recommandée.

Sauf manquement grave du stagiaire, l’entreprise s’engage à lui laisser, durant un mois maximum, le temps de retrouver une entreprise d’accueil, sans que cette période puisse s’interpréter comme un préavis.

Réciproquement, le stagiaire peut rompre la convention après avoir informé de sa décision son maître de stage et le responsable pédagogique de l’école par lettre recommandée.

Sauf manquement grave de l’entreprise, le stagiaire s’engage à terminer la mission qui lui était confiée, et ce durant une période maximale d’un mois.

**Dans tous les cas, la rupture ne peut prendre effet avant une réunion entre le stagiaire, l’entreprise et l’école**.

**ARTICLE 15 : Différends**

En cas de litige sur l'exécution de cette convention, les parties tenteront de régler entre elles leur différend à l’amiable, ou demanderont l’arbitrage d’un tiers choisi d’un commun accord.

A défaut de parvenir à un règlement amiable ou de s'entendre sur le choix d'un arbitre, les parties conviennent que le Tribunal de Commerce de Nanterre sera seul compétent.

Les parties déclarent en avoir eu pleinement connaissance.

Fait à Paris,

Le 17/06/2

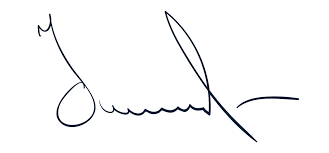
En trois exemplaires

Précédé de la mention « lu et approuvé », de la signature et du cachet de l’entreprise.

**L’ÉCOLE LE STAGIAIRE L’ENTREPRISE**

*LU ET APPROUVE*

*LU ET APPROUVE*



*Pièces jointes : le calendrier de formation & le devis*